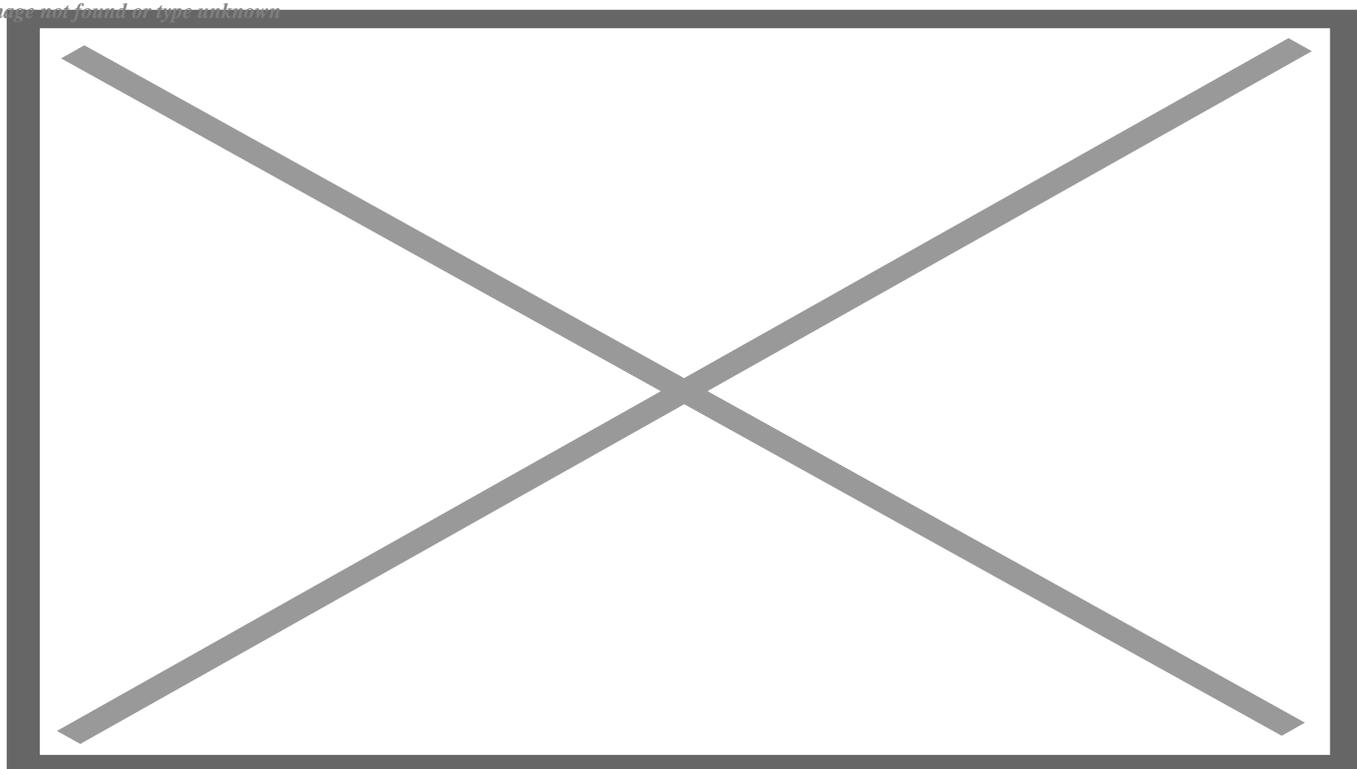


Pour l'Uruguay, les mesures américaines contre le blocus de Cuba sont insuffisantes

Image not found or type unknown



Pablo Álvarez

Montevideo, 17 jan (RHC) Les dernières mesures prises par le gouvernement américain à l'égard de Cuba sont insuffisantes face à la politique de blocus, a déclaré aujourd'hui Pablo Álvarez, président de la Commission des Affaires et Relations Internationales du Frente Amplio (Front Large) de l'Uruguay.

La décision du gouvernement américain sortant de retirer l'île des Caraïbes de sa liste unilatérale des pays qui encouragent le terrorisme est une inclusion héritée du gouvernement de Donald Trump, qui a causé des millions de dollars de pertes à l'économie cubaine dans le but de l'asphyxier et de réduire ses finances. Álvarez a commenté.

C'est un pas dans la bonne direction, mais limité étant donné la continuité du siège économique, financier et commercial que Washington exerce depuis plus de 60 ans contre l'île antillaise, a déclaré le dirigeant

du Front des Amériques.

Il a estimé que cette politique de blocus est criminelle et que ses principales victimes sont la population cubaine.

Avec cette politique, le gouvernement américain tente d'empêcher le droit souverain de tout un peuple d'exercer son autodétermination, a-t-il souligné.

C'est pourquoi, a-t-il ajouté, nous continuerons à soutenir le peuple cubain pour qu'un jour le blocus prenne fin.

L'activiste uruguayenne Gabriela Cultelli, représentante du Réseau des intellectuels et artistes pour la défense de l'humanité, a déclaré à Prensa Latina que la résistance cubaine était fondamentale pour que Washington retire le pays des Caraïbes de sa « liste répugnante ».

Le fait que « le plus grand terroriste, le gouvernement américain, inscrive Cuba sur cette liste est une honte pour le monde », a-t-elle déclaré.

Cultelli, qui coordonne également le groupe féministe Libertadoras.uy, estime que le blocus est loin d'être terminé, malgré les mesures décidées par l'administration du président Joe Biden vers la fin de son mandat.

Il s'agit notamment de la prérogative présidentielle d'empêcher que des actions soient menées devant les tribunaux américains contre les poursuites engagées en vertu du titre III de la loi Helms-Burton.

De même, l'élimination d'une autre liste, celle des entités cubaines restreintes avec lesquelles il est interdit aux citoyens et institutions américains d'effectuer des transactions financières, a eu un effet sur les pays tiers.

Nous ne pouvons nier l'espoir qu'il s'agit d'un début, mais le peuple cubain a résisté à plus de 60 ans de blocus criminel, a déclaré Cultelli.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/374368-pour-luruguay-les-mesures-americaaines-contre-le-blocus-de-cuba-sont-insuffisantes>



Radio Habana Cuba